

Unesco 7 place de Fontenoy 75700 Paris tél.: 577.16.10 poste 21.60
Cables: Unesco Paris Bureau: S. 388 Salle des ONG Telex: 204461 Paris

ONG/81/22/NOEI/18
Paris, le 21 avril 1981
Original: français

POUR LA FORMATION D'UNE OPINION PUBLIQUE

FAVORABLE A L'ETABLISSEMENT D'UN

NOUVEL ORDRE

ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Fundação Cuidar o Futuro

Résumé des débats

Rencontre des ONG (Unesco)
25, 26, 28 novembre 1980
Maison de l'Unesco
Paris

N.B. Parallèlement à ce résumé des débats, la déclaration émanant de la rencontre, la liste des participants et la synthèse des notes fournies par les ONG sortent en brochure imprimée.



I. Séance d'ouverture (mardi 25 novembre - matin)

1. Madame Françoise Lafitte, présidente du Comité permanent des ONG, ouvre la séance.
2. Les rapporteurs sont désignés, suivant un principe proposé à l'assemblée et adopté par elle: deux rapporteurs par demi-journée, un issu du groupe de travail, et l'autre de l'assemblée.
3. Monsieur Daniel Monteux, de la Fédération internationale syndicale de l'enseignement, coordonnateur, présente le travail du groupe. Ce groupe s'est efforcé de se situer sur le terrain qu'il avait mandat d'occuper, celui des ONG à la fois conscientes de la nécessité du nouvel ordre économique international et autonomes dans leurs approches du problème. Le rapporteur brosse ensuite un tableau rapide du développement historique du nouvel ordre économique international, et des principaux objectifs poursuivis. Les ONG, dans ce cadre, ont à faire servir leur potentiel avec une efficacité accrue. Il est précisé qu'il s'agit ici d'une rencontre, et non d'un colloque.
4. Madame Jankowitsch, représentante du Directeur général, expose quelques réflexions au sujet du nouvel ordre économique international et de la contribution des ONG à sa mise en oeuvre. Trois points principaux à relever:
 - a) La situation mondiale; que s'est-il passé depuis 1974?
La stratégie pour la troisième décennie ne sera peut-être pas adoptée par les Nations Unies. Nombreux sont les désaccords sur tout ce qui comporte des accords fermes et datés. Mais le développement ne peut se résoudre à des pratiques économiques: il faut aller vers l'unité de l'humanité dans le respect de ceux qui la composent, rendre à l'homme le sens plénier de la vie. Malgré les piétinements de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ou de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le concept de nouvel ordre économique international a fait du chemin, il pénètre les esprits, et les ordres du jour.
 - b) Pour l'Unesco, le nouvel ordre économique international est une orientation majeure. (point 17 de l'ordre du jour de la 21e session de la Conférence général). Par la publication de "Monde en devenir", l'Unesco a tenté l'analyse du concept de nouvel ordre économique international—effort unique dans le système des Nations Unies, a essayé de faire réagir les intellectuels de tous les pays, et a cherché à en voir les différentes dimensions (communication, identité culturelle, éducation ...). La résolution adoptée à Belgrade repose sur un travail passé effectif, et se tourne résolument vers l'avenir.
 - c) Rôle que jouent ou peuvent jouer les ONG: en étudiant les recommandations adressées aux Etats membres, toute ONG peut y trouver les éléments valables pour son travail.

En conclusion, il ne faut à aucun moment perdre de vue les modifications en profondeur qui s'effectuent petit à petit.

.../...



5. Le débat qui suit cet exposé soulève plusieurs problèmes: celui des multinationales. Il est répondu qu'un groupe d'experts intergouvernemental se réunit régulièrement à ce sujet depuis 1975, mais le travail y progresse lentement. A propos du développement rural et de la réforme agraire, on nous signale que cette question technique dépasse le domaine de compétence de l'Unesco, qui possède cependant des documents à ce sujet disponibles sur demande.
6. Il s'agit de permettre aux pays du Tiers-Monde de participer à titre égal aux négociations. En 1980, on peut constater par rapport à 1950 un grand changement dans l'ouverture au Tiers Monde. Quant aux problèmes de l'éducation, aucun gouvernement n'accepte qu'ils entrent dans une négociation globale, car l'éducation est conçue comme un domaine national. Peut-être faudrait-il faire advenir un concept de responsabilité internationale.
7. Monsieur Lesort de l'Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprise, présente la synthèse qu'il a effectuée des fiches fournies par les ONG. On le félicite de ce travail, qui modifiera sûrement la déclaration commune; il est demandé que soit à nouveau soulignée dans le document final l'importance de l'éducation et de l'ouverture des groupes scientifiques les uns aux autres (en particulier des groupes scientifiques des multinationales avec leurs pays d'accueil).

II. Deuxième Séance (mardi 25 novembre - après-midi)

Table ronde suivie de débat sur le thème général de la rencontre:

- a) Monsieur José Emilio Balladares, Professeur de Philosophie, délégué permanent adjoint du Nicaragua auprès de l'Unesco

8. Le Professeur Balladares nous présente de façon saisissante la situation d'un pays récemment libéré, totalement détruit, déstructuré dans ses institutions et son agriculture, très fortement endetté, et confronté à des problèmes de reconstruction et développement.

9. Il nous décrit la campagne d'alphabétisation entreprise au Nicaragua comme un remarquable exemple de développement endogène ayant permis d'abaisser en dix-huit mois l'analphabétisation de 50 à 13 pour cent. L'esprit d'entraide international qui s'était développé à l'égard du Nicaragua et l'aide très importante d'organisations non gouvernementales - auxquelles le Professeur Balladares rend un vif hommage - n'auraient pu assurer un tel succès sans une émouvante motivation populaire: d'un individu à l'autre, d'un village à l'autre une véritable compétitivité s'était établie qui s'avéra très efficace. C'est l'éveil de cette "conscience collective" qui a pu permettre de surmonter quelques grands obstacles comme celui de la diversité des langages dans une même région. Monsieur Balladares se félicite de l'évolution rapide du syndicalisme parallèlement aux progrès de cette alphabétisation.

10. Dans le domaine de l'agriculture le Nicaragua fait, comme beaucoup d'autre pays du Tiers Monde, d'énormes efforts pour développer à l'extrême ses produits d'exportation vers les pays riches en vue de payer sa dette et de se procurer les produits industrialisés utiles à son développement. Monsieur Balladares exprime un jugement sévère sur les contrats légaux conclus avec les pays riches qui masquent généralement une réelle exploitation des pays pauvres. De plus, le développement excessif de certaines cultures, le coton plus particulièrement, a eu au Nicaragua des conséquences néfastes d'ordre écologique en provoquant une forte pollution de l'environnement.

.../...





11. Le gouvernement de restauration nationale du Nicaragua s'est engagé à régler l'énorme dette de deux milliards de dollars qui lui a été imputée, mais il cherche à la réduire en associant ses efforts à ceux d'autres nations du Tiers-Monde qui réclament, d'urgence, un ordre monétaire plus équitable et des relations économiques plus justes entre toutes nations.
12. Le Professeur Balladeres fait appel aux organisations non gouvernementales pour qu'une meilleure information entre peuples soit possible, pour que s'instaure un réel esprit de solidarité mondiale et disparaisse le désordre économique actuel.
- b) Monsieur Donald M. Kusenha de la République-Unie de Tanzanie, membre du Conseil exécutif de l'Unesco
13. Monsieur Kusenha souligne tout d'abord la méconnaissance du public en ce qui concerne le besoin mondial d'un nouvel ordre, son ignorance des discordances économiques entre nations et régions, son indifférence des causes anciennes ou actuelles du déséquilibre présent.
14. Il tente d'analyser tout ce qui s'oppose à l'établissement du nouvel ordre et qu'il faudrait faire connaître: non seulement notre insécurité, le terrorisme, le surarmement, la persistance de la pauvreté, des maladies, mais aussi le manque de compréhension entre hommes et entre nations, les discriminations diverses, le défaut du sens de solidarité, du goût de l'interdépendance.
15. Il reconnaît que dans les groupes des Nations Unies comme dans celui des "77" s'exprime de plus en plus fortement un besoin collectif d'une philosophie commune, la volonté d'adopter une "philosophie d'économie" impliquant "que celui qui a donné" et "que le riche ne devienne pas toujours plus riche et le pauvre toujours plus pauvre".
16. Après ces considérations théoriques Monsieur Kusenha commente les conditions qui lui semble aujourd'hui favorables à l'établissement d'un nouvel ordre, entre autres les négociations en cours pour la réduction de la course aux armements en faveur d'actions humanitaires, la lutte engagée contre le racisme et pour le respect des différences, la recherche de communication, de compréhension, de coopération.
17. D'autres conditions sont à promouvoir, il faut changer les structures et les méthodes du monde financier; il faut changer l'esprit des riches nations et des riches corporations.
18. Il y a donc beaucoup à faire encore et pendant longtemps.
19. Les ONG doivent persister dans leurs efforts pour populariser le concept de nouvel ordre. Il faut enseigner ce concept dans l'école; il faut qu'en toute région les documents le concernant circulent et que des conférences et démonstrations reflètent non seulement le besoin mais la possibilité d'instaurer ce nouvel ordre.
20. Monsieur Kusenha termine en décrivant l'expérience de son pays qui, tout en restant dans la perspective d'un changement mondial, s'est équilibré lui-même en développant ses ressources naturelles et ses activités propres -- principalement rurales -- et s'est harmonisé avec ses proches voisins.

- c) Madame Barbara W. Newell, Professeur d'Economie, Ambassadeur et déléguée permanente des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Unesco

21. Madame Newell qui est l'auteur de diverses études et importantes publications sur l'économie et la qualité de l'environnement nous trace un tableau assez sombre du proche avenir en développant les trois points suivants:

21. 1) Il y a interférence entre la croissance démographique et les problèmes économiques relatifs à la distribution des produits nutritifs et aux possibilités de préservation des ressources de la nature, de sa flore, de sa faune et aussi de son eau. En l'an 2000 l'accroissement humain, qui se produit principalement dans les contrées les plus pauvres, sera nettement supérieur à l'accroissement des richesses utilisables; la relation est approximativement de 90 pour cent pour l'accroissement de population contre 15 - 25 pour cent de croissance des ressources selon leur nature. Les expériences vécues et les solutions trouvées au XXe siècle ne semblent pas devoir être opérantes pour le début du XXIe siècle, quel que soit le système social adopté. Des barrières politiques ou simplement psychologiques, s'opposent au passage des richesses vers les pauvres et à un équilibre mondial au bénéfice de tous qui font douter de la raison de l'homme pour assurer sa survie.

21. 2) Il y a des solutions à envisager et des décisions rationnelles à prendre si on tient compte des besoins diversifiés des uns et des autres et de l'intérêt mutuel d'une coopération. Nourrir les pauvres et agir généreusement dans un seul sens ne suffit plus; il faut créer des rapports de coopération et bénéfiques réciproques. Depuis l'inauguration de la "Charte des droits et des devoirs économiques" de 1974 tous les systèmes politico-sociaux ont reconnu l'importance d'une coopération socio-culturelle; s'il faut subvenir aux besoins essentiels d'urgence, il faut aussi - à long terme - aider, dans un climat d'interconnection mondiale au développement d'économies indépendantes, exploitant les possibilités et compétences traditionnelles dès que le contexte politique s'est stabilisé.

21. 3) Pour donner un sens au concept de "nouvel ordre" d'énormes efforts ont été faits tant au niveau gouvernemental qu'intergouvernemental qui ont abouti à des réalisations: intensification des projets d'assistance, développement d'infrastructures, approfondissement de programmes ayant trait aux énergies nouvelles, adaptation par les organisations transnationales de codes de conduite surtout favorables aux pays en développement, stimulation des processus de coopération technique entre régions voisines, etc. Mais il faut tenir compte des possibilités d'adaptation et d'intégration des idées et techniques reçues par les pays intéressés, leurs dirigeants, leurs institutions, leurs populations. Le succès ne dépend pas d'échanges immédiats mais d'une volonté de coopération entre nations pour une meilleure qualité de vie pour tous dans un système mondial plus juste.

22. Madame Newell exprime l'idée que si les gouvernements et les organisations intergouvernementales apparaissent comme les principaux acteurs de l'entreprise d'un nouvel ordre mondial - chargés qu'ils sont de résoudre les problèmes urgents, dits essentiels - les organisations non gouvernementales peuvent mettre leur imagination, leur courage, et leur expérience vécue au service de la recherche de vues nouvelles sur les problèmes pratiques de population, infrastructure, préservation de l'héritage naturel et culturel, et prendre le risque d'influencer les décisions gouvernementales et intergouvernementales.

"C'est notre survie qui est en jeu", reedit Madame Newell.





d) Le Professeur Luiz Pereira da Silva de l'Institut Pasteur, Maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique, nous présente divers aspects du transfert des connaissances scientifiques et des techniques dans le domaine particulier des sciences biologiques.

23. Les progrès récents faits en microbiologie et en biochimie et le développement des techniques de "génie génétique" permettent d'envisager des applications en agronomie, alimentation et médecine très bénéfiques pour les pays en développement.

24. Mais il ne suffit pas de transférer des "gadgets", les objets, les produits, les appareils, les équipements, les mécanismes des centres développés, et de courir le risque de nouveaux problèmes, inaptabilité, accentuation des inégalités sociales, accroissement de la dépendance des pays les moins favorisés à l'égard des pays avancés.

25. Le meilleur mode de transfert des mécanismes d'avant-garde est à trouver car il ne saurait être question, selon le Professeur da Silva de priver le "Tiers-Monde" des progrès de la science et des techniques et de nourrir l'illusion de développement scientifique purement endogène à partir des connaissances traditionnelles locales.

26. Si l'accès à toute connaissance scientifique nouvelle leur est rendu possible, tout pays en développement pourra lui-même développer des solutions aux problèmes qui lui sont propres, solutions qui ne seront pas nécessairement complexes et irréalisables s'il est le premier à en juger.

27. Pour l'accès aux connaissances scientifiques et techniques actuelles, pour leur choix et leur éventuelle adaptation aux pays en développement, les gouvernements, les organisations internationales intergouvernementales et les organisations non gouvernementales peuvent harmoniser leurs efforts pour promouvoir des centres de formation aux niveaux national et régional. Selon le Professeur da Silva, les organisations internationales non gouvernementales, plus spécialement, peuvent influencer l'opinion publique pour qu'elle devienne de plus en plus favorable à l'initiation des pays les moins initiés.

e) Monsieur Louis David Sawadogo, Conseiller économique de la Haute Volta en France

28. Après avoir souligné la complexité des problèmes que pose l'établissement d'un nouvel ordre économique, Monsieur Sawadogo concentre son attention sur deux aspects, les échanges commerciaux internationaux dans leur ensemble mondial et le dialogue Nord-Sud en particulier.

28. 1) En ce qui concerne le commerce international mondial Monsieur Sawadogo met en relief les anomalies suivantes:

- si dans les pays nantis, l'échange commercial allant toujours croissant alors que baisse la production mondiale, la balance déficitaire est compensée par l'importation de capitaux étrangers,
- par contre dans les pays en voie de développement, pour les mêmes conditions d'échanges et de production, la balance déficitaire revêt un caractère de plus en plus chronique sans perspective d'investissement de capitaux étrangers, la seule compensation - d'ailleurs partielle - en dons ou emprunts ne

.../...

faisant qu'accentuer la dette extérieure; il en est bien ainsi en Haute Volta bien que, en raison de ses faibles dimensions, ce pays ne se trouve pas dans une situation aussi préoccupante qu'en d'autres pays en développement.

28. 2) Monsieur Sawadogo approuve les efforts faits dans le cadre du "Dialogue Nord-Sud", mais, les jugeant encore insuffisants (référence faite à "LOME II"), il se fait un porte-parole des pays en développement pour que soient satisfaits trois de leurs ambitions d'importance majeure:

- annulation de la dette publique ou sa consolidation pour une durée définie;
- programme global intégré, assorti de fonds communs, pour la stabilisation des matières premières essentielles;
- code de conduite pour les transferts de technologie excluant toute forme d'exploitation du pays intéressé.

29. Monsieur Sawadogo indique quelques autres revendications justifiées: souveraineté sur les ressources et les activités propres, stabilisation de toute matière première régionale et installation sur place d'usines de transformation, amélioration des termes d'échanges "import-export", aide financière immédiate aux plus défavorisés et nouvelles négociations sur leurs dettes, etc.

30. Pour consolider les premières initiatives et donner force à diverses mesures déjà prises au cours d'instances internationales Monsieur Sawadogo fait appel à l'esprit humanitaire des organisations internationales non gouvernementales pour former l'opinion publique favorable à l'évolution souhaitée.

+ + + +

31. Quelques échanges ont fait suite aux exposés de ces personnalités au cours desquels certaines idées ont été mises en relief:

- importance du travail des institutions spécialisées des Nations Unies (Santé, Alimentation, Culture),
 - importance des centres de transfert de technologies,
 - urgence d'une prise de conscience, dans les pays en développement, de leurs besoins réels, de la nécessité de se dégager de l'emprise des multinationales et de rechercher des assistances ou coopérations à bénéfices réciproques,
 - difficultés de préserver et d'exploiter au mieux les ressources naturelles (problème du choix dans les techniques proposées),
 - difficultés de négocier avec certaines nations,
- etc.

32. Il y a des informations à faire passer, des aides matérielles ou scientifiques à apporter, des négociations à faciliter. Il faut "faire bouger les choses", plus tellement dans le conceptuel mais dans le concret et la pratique, c'est-à-dire dans le domaine des ONG auxquelles ces personnalités font nettement appel.

33. Il s'agit "pour tous d'être, de vivre plus que d'avoir", c'est un message que les ONG peuvent transmettre.





III. Troisième Séance (mercredi 26 novembre - matin)

34. Monsieur Harris, Vice-Président du Comité permanent, rappelle les thèmes en discussion puis passe la parole à Monsieur Monteux, coordonnateur de la rencontre.
35. Monsieur Monteux félicite Monsieur Lesort sur le rapport de synthèse des communications faites par les ONG, félicitations qui seront reprises par de nombreux orateurs. Puis il propose une procédure de travail et de débats à la salle, à savoir: dans une première partie discuter les idées du projet de déclaration et le rapport de Monsieur Lesort de façon concomitante; puis dans une deuxième partie discuter de la formulation du projet de déclaration.
36. Cette procédure est adoptée. Un point particulier est soulevé cependant en fin de séance relatif aux pouvoirs des délégués des ONG quant à leur possibilité de voter une telle déclaration et du reste tout autre résolution. Certains ont affirmé pouvoir le faire au nom de leur organisation, d'autres non.
37. Ce compte rendu ne relève pas les amendements au projet de déclaration, lesquels sont remis aux rédacteurs qui en tiennent le plus grand compte dans le nouveau projet.
38. Il apparaît à nombre d'ONG qu'il est nécessaire d'informer et de former, en premier lieu, les membres de nombre d'organisations non gouvernementales qui, selon leurs délégués, sont peu ou pas avertis du nouvel ordre économique international. Il importe que cette information et cette formation soient données localement dans chaque pays de la façon la plus proche possible des intéressés.
39. Il importe également à de nombreuses organisations que l'éducation des jeunes et que l'éducation continue des moins jeunes prévienne des programmes spéciaux relatifs à l'enseignement du nouvel ordre économique international.
40. De nombreuses ONG désirent que la génération montante soit spécialement sensibilisée à ce problème qui rejoint l'enseignement des droits de l'homme.
41. Il est souligné que le rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication, N° 36 relatif au "droit de l'homme à communiquer" doit être pris en compte par tous ceux oeuvrant pour un nouvel ordre économique international intimement lié au nouvel ordre de la communication, lequel en est un élément essentiel.
42. De nombreuses intervenantes soulignent la faiblesse de l'expression du rôle de la femme dans le projet de déclaration. L'une d'entre elles cite des chiffres impressionnants quant à la participation de la femme par son travail, quant à la production des richesses et à la vie du monde, en comparaison de celle qui lui est laissée dans la direction des affaires civiques et économiques des pays qui est, si non inexistante, du moins plus qu'insuffisante.
43. Un intervenant demande que les réfugiés et personnes déplacées ne soient pas oubliés tant dans la déclaration que dans l'action des ONG en la matière.
44. La nécessité d'une prise en compte de la dimension culturelle des problèmes économiques et d'un dialogue entre civilisation et culture est soulignée. De plus, l'importance primordiale d'une éthique sous-tendue par des valeurs spirituelles et culturelles est, pour beaucoup, une condition préalable à

.../...

à l'instauration d'un nouvel ordre économique international pour obtenir le changement de mentalité indispensable, changement qui semble nécessaire à un très grand nombre.

45. Il est demandé dans ce cadre que la culture et les langues de chaque nation soient non seulement préservées mais encore développées.

46. Il est indiqué que les modèles de développement - qu'ils soient sociaux, culturels ou techniques - ne devaient pas être imposés mais que, au contraire, le transfert devrait être assuré dans l'interdépendance des peuples, les éléments constitutifs des échanges n'étant pas seulement économiques. Pour ce faire des changements de structures semblent nécessaires à certains qui les désirent basés sur un réalisme actif tandis que d'autres les veulent basés sur un idéalisme incarné dans les faits.

47. De nombreuses organisations soulignent des réalisations pratiques déjà effectuées entre autres en matière sociale, bancaire, monétaire, financière d'une façon plus générale industrielle à tous les niveaux. Le problème des transnationales est évoqué et plus particulièrement la nécessité de changer les mentalités qui ne considèrent que principalement leur profit immédiat et matériel mais également la nécessité d'organiser des systèmes endogènes permettant d'éviter du mauvais usage du savoir humain par ceux qui détiennent le pouvoir économique. Des intervenants soulignent l'existence dans certains pays d'inégalités fondées sur des structures dépassées entre autres les discriminations dues à la race, à l'opinion, à la religion.

48. Une année internationale du nouvel ordre économique international est proposée par un intervenant et reçoit une large approbation de la salle.

49. Enfin le coordonnateur tire les conclusions de la matinée et il souligne que la déclaration et le rapport de synthèse ne sont pas exhaustifs et peuvent donner lieu à des modifications.

50. Le texte de déclaration s'adresse à l'Unesco. Monsieur Malempré du Secrétariat de l'Unesco, souligne l'intérêt que peut présenter un document exprimant les différentes formes que peut revêtir la contribution des ONG à l'instauration d'un nouvel ordre économique et social mondial.

51. M. Malempré rappelle les termes essentiels de la Résolution 9.1 sur le Nouvel ordre économique international adoptée par la Conférence générale à sa vingt-et-unième session.

.../...





IV. Quatrième Séance (mercredi 26 novembre - après-midi)

52. Présentation des films : "Les marginaux" - sur Bangladesh
 "Sucre blanc, sucre roux" - réalisé par le
 Conseil de l'Europe

Les commentaires des films ont été axés sur deux thèmes:

- a) les films projetés, comme documents d'information. Plus généralement, la valeur et la fiabilité des documents de caractère audio-visuel. La situation qui est faite à la circulation des films.
- b) le contenu même des deux films qui nous ont été présentés.
- a) On félicite en général pour la séance et signale, dans le même esprit:
 - les films sur les droits de l'homme qui sont projetés chaque année à Strasbourg. Ce fait est trop peu connu.
 - les Congrès avec films qui se déroulent dans différentes villes de France, mentionnés par Caritas Internationalis. Ces manifestations sont trop étouffées par la grande presse. Les ONG spécialisées dans les médias ne pourraient-elles s'occuper de les promouvoir?
 - la projection de films documentaires suivis de discussions sera présentée par le Comité consultatif mondial des Amis (Quakers) au Centre Quaker international de Paris en février 1981.
53. On ajoute que ce qu'il faut arriver à toucher, c'est le grand public indifférent, en dehors de nos milieux, qui sont déjà avertis.
54. D'autre part, il faudrait insister pour que les Etats ratifient les accords de Florence, concernant la libre circulation des biens culturels. Il faudrait que de tels films voyagent. En France par exemple, les plus grandes difficultés sont faites par les Douanes.
55. Il est avancé que la distribution cinématographique repose sur des structures qui sont très mauvaises. Des films algériens par exemple ne peuvent pas s'ouvrir au marché.
56. Toujours sur l'audio-visuel, nous les ONG devrions exiger une journée complète de télévision consacrée à illustrer le concept de Nouvel ordre économique international. Des institutions de toute ordre pourraient y participer.
57. Mais il est répondu que le matériel audio-visuel existe, cependant pas toujours suffisamment utilisé. Certains n'ont-ils pas intérêt à étouffer certaines oeuvres?
58. Le représentant de l'Unesco signale que l'Organisation dispose de documents de cette nature sur divers aspects de la problématique du nouvel ordre économique. De plus, dans la perspective d'un nouvel ordre dans le domaine de la communication, l'Unesco entend soutenir la production d'oeuvres audiovisuelles dues à des créateurs originaires de pays en développement. Mais pour ce qui est de la prise de conscience du public quant à la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial, s'il ne faut pas, dit l'orateur, négliger l'apport des médias dans ce processus, il ne faut pas non plus en exagérer la portée réelle, sur le plan de l'efficacité notamment. Dans cette prise de conscience, et aussi dans la mobilisation des énergies, les éducateurs jouent un rôle décisif, en médiateurs qui analysent les réalités, déterminent des objectifs, et parlent les langages divers que comprennent leurs divers auditoires.

59. Enfin, on propose d'envisager une étude sur le rôle des médias dans la formation de l'opinion publique. Et peut-être des séances de travail concernant les moyens de l'audio-visuel dans l'approfondissement de la réflexion et dans l'action possible des ONG.

b) Concernant le contenu même des deux films qui nous ont été présentés, les commentaires ont été plus concentrés, présentés d'une façon plus incisive, également plus brève. Voici les principales idées:

60. D'abord la complexité extrême des mécanismes économiques, apparents et cachés. Qui est en mesure de les expliquer? Or il faudrait que les manipulations soient amenées au jour; que, au lieu de constater seulement la raréfaction d'un produit, le public connaisse les opérations qui sont derrière. Que, devant un fait de grève, il puisse juger objectivement, et sache de quels abus il est l'aboutissement.

61. Deuxième idée: Tout ce qui n'est pas dit dans ces films, et qui aurait pourtant intéressé le sujet:

- Héritage des structures coloniales
- Monoculture imposée. Les caractéristiques sociales dont elle s'accompagne
- Les faits d'émigration massive
- Les injustices, entre betteraviers, dont le lobby a bénéficié de protections, et d'autres cultures, nullement protégées
- Enfin, de grands absents dans ces films: les représentants des travailleurs eux-mêmes.

62. Ce qui n'est pas dit non plus, c'est tout l'enchaînement historique qui nous est alors expliqué, et qui a abouti à ce que certains pays ont été contraints de développer leur agriculture dans le sens du marché extérieur, de plus en plus mal payé, la production intérieure devenant de ce fait déséquilibrée, et de plus en plus chère.

63. Troisième idée: Il faut cependant reconnaître que des pas importants ont été faits dans le sens de l'amélioration. Les accords de LOMÉ par exemple, vont exactement dans le sens des revendications des pays en voie de développement. Quand on parle garantie d'écoulement, garantie de prix, prix indexés, franchise de droits sans réciprocité, les choses vont dans le sens souhaité. Et il faut encourager cette progression en la reconnaissant.

64. Quatrième idée: Il est un peu artificiel de centrer une étude sur un produit. Il aurait été plus fructueux de faire une approche sur un pays, avec les problèmes divers et imbriqués qu'il connaît.

65. Quant au contenu idéologique, il existe, c'est sûr. Ne nous cachons pas cependant que nous sommes tous porteurs d'idéologies.

66. Mais la question majeure reste celle-ci: face à cette misère si vive, dont l'opinion publique connaît désormais l'existence, que peut-on faire? quelles sont nos armes?

67. Néanmoins, entre l'endoctrinement et le néant de pensée, l'espoir est mis une fois de plus dans la démarche pédagogique. La meilleure façon d'éveiller la jeunesse au nouvel ordre économique, c'est de lui montrer à se prendre en mains pour juger. En allant plus loin, on peut même enseigner à avoir du caractère.

